



#COMPTE-RENDU

CNAS du 26 juin 2025

Déclaration liminaire de la CGT

Madame la présidente,

Avec une notation « miraculeuse » pour le choix d'ALAN, l'objectif du gouvernement est de liquider la place des mutuelles de la Fonction publique basées sur les solidarités familiales et intergénérationnelles et d'ouvrir ce marché à la spéculation.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence de la république, les agents du ministère des Finances ont été dépossédés de leur travail, de leurs missions, de leurs droits et garanties, de leurs espaces de travail et maintenant de leur protection sociale complémentaire.

C'est un choix purement idéologique qui a été fait au détriment de la stabilité et du besoin de proximité des agents, un choix qui contrevient aussi aux principes de solidarité républicaine inscrite dans notre système global de protection sociale.

Il s'agit d'une décision purement politique, comme toutes celles qui sont prises actuellement, dont la seule motivation est de satisfaire les donneurs du président des riches et des grandes entreprises.

La désignation sans vergogne d'une start-up comme Alan ne surprend pas venant de la macronie, mais on ne peut que redouter les conséquences économiques, sociales et sur la santé des agents du Ministère des Finances.

Pour la CGT Finances, il est hors de question que ce contrat avec Alan soit signé par le ministère.

C'est pourquoi la CGT Finances continuera à se battre et va engager un recours en justice. Nous avons bon espoir de gagner tout comme l'UFSE CGT, vient de gagner avec d'autres OS, l'annulation de la circulaire qui avait retiré le droit des retraités aux Chèques vacances.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration liminaire au procès-verbal.

Compte-rendu

Suite à la déclaration unitaire, la CGT a lu une déclaration liminaire spécifique à propos de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) et d'ALAN, que vous trouverez à la fin du compte-rendu.

EXAMEN DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

La CGT Finances a rappelé que les retraités étaient plus nombreux que les actifs (127 420 actifs pour 150 563 retraités : chiffre 2024) au ministère des Finances ; et a donc posé la question : que fait Bercy pour les retraités ?

La question est malheureusement restée sans réponse !

La CGT Finances a, de nouveau, dénoncé la baisse des CAL 2025 (Crédits d'Action Locaux) pour tous les départements.

Les baisses des budgets locaux sont importants, notamment pour les petits départements, passer de 18 000 € à 16 500 € n'est pas un détail.

Réponses de l'Administration :

Le passage des titres-restaurant de 6 à 8 euros impliquerait une dépense supplémentaire estimée à 5 millions d'euros par an. Dans ce cas, il faudrait baisser les subventions dans les autres prestations sociales !

Pour le budget 2026, le secrétariat général est mobilisé pour le maintenir mais malheureusement il ne devrait pas augmenter !

Le forum action sociale va être décliné en région. L'initiative a déjà été menée à Lille et Lyon.

Ils diffusent une vidéo, ils distribuent un kit documentaire et les opérateurs se déplacent s'ils le peuvent. En Île-de-France, ça sera plutôt un par département.

Problème de cantine de Noisiel : beaucoup trop de monde notamment durant la scolarité des agents de la DG-FIP de catégorie C. Ils sont passés de 130 repas par jour à 280 !

Au début, la situation a été compliquée mais depuis quelques jours, le service est assuré de manière plus fluide,

Le SG (Secrétariat Général) rédigera un message à l'attention des directions locales :

Rappeler que les stagiaires bénéficient des subventions repas et des titres-restaurant (quand ils existent).

LOGEMENT

La CGT Finances a évoqué le problème de logement des stagiaires.

Il n'y a pas assez de communication entre les directions et le SG.

La demande augmente en Province mais pas l'offre !

En Province, il faut bien définir le besoin; le problème est de trouver l'offre chez les bailleurs.

Retour sur le passage en flux : au 1er semestre 2024, ASFL (Action Sociale Finances Logement) a eu peu de propositions, puis ça s'est développé.

Ils ont eu 330 propositions de logements en 2024, et avec à peu près les mêmes caractéristiques qu'ils avaient avant.

Cette année, ils ont traité les 360 demandes des stagiaires A et B ; ils ont attribué, plus tôt les foyers : ça a bien fonctionné.

VACANCES

Les enjeux au groupe de travail de fin d'année : avoir la vision la plus transparente possible

Pour l'administration : « premier arrivé, premier servi » : c'est le plus juste et le plus équitable.

Cependant, l'amélioration pour les colonies de l'an prochain : la moitié de l'effectif de chaque colonie sera proposé un jour et l'autre moitié, un autre jour, à une autre heure.

L'ouverture des colonies pour août et l'automne de cette année, ce sont bien passées.

Les tarifs 2026 seront en hausse car les salaires des animateurs ont augmenté (décret de décembre 2024) et les tarifs des transports également.

L'été 2026, 16 séjours de 18 jours seront proposés, mais malheureusement, pour les jeunes de 17 ans sans pré-acheminement !!!

Les 3500km de distance pour les colons d'Outre-Mer ne seront finalement pas appliqués.

Toutefois à partir de 2026, une seule prise en charge par an de transport pour les colonies des DROM sera prise en compte.

Par ailleurs, les colonies de vacances de printemps se feront désormais uniquement en France. (plus de séjours à l'étranger).

AIDES A LA PARENTALITÉ

La CGT Finances a dénoncé le manque de places en crèche et a rappelé, qu'avec le développement du télétravail, beaucoup de collègues préfèrent avoir une crèche proche du domicile plutôt que proche du travail. Le SG a rendez-vous en septembre avec le groupe Up pour voir comment le chèque famille finances est utilisé.

VOTE sur le RA : Contre : CGT - Solidaires

Abstentions : FO – CFDT/CFTC – UNSA

->> **Rapport d'activités des opérateurs**

Chaque opérateur nous a présenté une synthèse de ses activités ainsi qu'un bilan correspondant : ATSCAF, CSMF (Club Sportif du Ministère des Finances), la Coop Minefi et Place des arts.

La CGT Finances est satisfaite de cette présentation car c'était une de nos revendications : avoir un bilan des opérateurs qui ont une subvention du ministère.

Toutefois, nous relevons que l'essentiel des activités des opérateurs est centralisé sur Bercy et l'Ile-de-France.

->> **Point d'étape FASF (Fédération Action Sociale Finances)**

Ils se sont rendus dans plusieurs écoles de formation pour présenter la FASF et l'action sociale du ministère mais, ils n'ont pas encore été la présenter aux stagiaires de catégorie C.

La CGT Finances a déploré cette situation et le président de la FASF s'est engagé à le faire au plus tard en 2026.

Nous voyons, encore une fois, que malgré l'affichage annoncé par le secrétariat général, les prestations à destination des agents de ce ministère sont à la baisse, notamment sur les réservations de logement et les centres de vacances. Il ne s'agit pas pour la CGT Finances de faire des arbitrages sur ces prestations mais de répondre aux besoins de toutes et tous, actifs et retraités.

Les représentants en CNAS : Laëtitia Barrier, Miguelle Bellay, Clémence Thomas